



HAL
open science

[Compte rendu de:] Cahen (Fabrice) Gouverner les moeurs. La lutte contre l'avortement en France, 1890-1950 (Paris, INED Éditions, 2016)

Lucile Ruault

► To cite this version:

Lucile Ruault. [Compte rendu de:] Cahen (Fabrice) Gouverner les moeurs. La lutte contre l'avortement en France, 1890-1950 (Paris, INED Éditions, 2016). *Revue Française de Science Politique*, 2017, *Revue française de science politique*, 67 (3), pp.570-605. 10.3917/rfsp.673.0570 . hal-02456253

HAL Id: hal-02456253

<https://hal.univ-lille.fr/hal-02456253v1>

Submitted on 14 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahen (Fabrice) – Gouverner les mœurs. La lutte contre l’avortement en France, 1890-1950.– Paris, Ined Éditions, 2016 (Études & enquêtes historiques). 416 p. Figures. Sources et bibliogr. Annexes. Index.

Le livre de Fabrice Cahen, issu d’une thèse de doctorat soutenue en 2011, propose une histoire fouillée et documentée de l’opposition à l’avortement, depuis sa mise en branle à la Belle Époque jusqu’à l’échec de ses projets au milieu du 20^e siècle, en passant par son apogée sous le régime de Vichy et dans l’immédiat après-guerre. Au cours de ces décennies se mobilise un large réseau d’acteurs publics et privés, qui font continûment appel au rôle des institutions politiques. La construction de ce problème public est précisément le fil conducteur que prend l’auteur pour mener une approche systématique de l’opposition à l’avortement. En analysant la cause sous l’angle de l’effectivité de l’action publique, et donc en questionnant la gouvernabilité des comportements reproductifs et de la démographie, ce travail relève au moins deux paris : l’articulation de démarches d’histoire et de sociologie politique ; une approche élargie des politiques publiques.

L’introduction donne pleinement accès à l’atelier de l’historien. Le stimulant état de l’art qu’il dresse n’omet ni l’histoire des femmes et la sociologie du genre, ni une perspective internationale. Il s’appuie sur une variété de sources écrites, principalement des publications des différents corps professionnels investis dans la lutte ainsi que des archives des services centraux de l’État et des administrations publiques. Outre le souci de rigueur et de clarté dans l’écriture (justification des termes, usage de schémas et de tableaux, etc.), la réflexivité du chercheur est manifeste : des remarques et précautions méthodologiques parsèment le développement, notamment sur l’analyse de réseaux et la prosopographie. En revanche, on ne perçoit pas bien l’usage qui est fait des sources orales recueillies pour étayer l’étude du traitement des avortées à l’hôpital après 1945. J’aurais par ailleurs apprécié de trouver plus régulièrement des matériaux bruts, inégalement répartis dans le livre, qui offrent une approche incarnée et dynamisent la lecture.

Le livre, qui se divise en quatre parties, prend pour point de départ la période charnière de la fin du 19^e siècle, lorsque les représentations de l’avortement – une « anomalie sociale », un phénomène sporadique – basculent vers le « fléau social », estimé cause de la « dépopulation ». Cette requalification de l’objet, fruit d’une mise en chiffres et en discours diffuse, suscite une aversion consensuelle parmi « populationnistes et moralistes, natalistes et hygiénistes, experts masculins et militantes féministes » (p. 112). Elle accompagne la naissance d’une mobilisation collective qui, désireuse d’annuler la « prohibition souple » caractérisant au tournant du siècle tous les maillons de la chaîne judiciaire, poursuit l’édification d’une action énergique organisée par l’État.

La deuxième partie adopte une perspective diachronique, très profitable au raisonnement, pour appréhender, en premier lieu, les composantes professionnelles de la mobilisation, les motivations des acteurs, leurs interactions et différends, en second lieu leur programme de lutte : l’auteur soutient qu’il existe à travers le temps une « chaîne longitudinale » (p. 180) entre ceux qui diffusent une rhétorique de l’urgence face au « déferlement » de l’avortement. Dans la diversité des organisations et des groupes professionnels engagés (dont des professions juridiques et politiques, des hommes d’Église) apparaît une nette prédominance des médecins, surtout spécialistes de la procréation. La recherche conclut, sans surprise, à « une affaire d’hommes » multimensionnée (en divers univers sectoriels, mais aussi politiques, culturels, religieux) et dotés d’un pouvoir d’influence, qui s’appuient sur ces ressources pour chercher à renforcer l’appareil d’État. Contre toute homogénéisation de la nébuleuse anti-avortement, l’analyse affine les orientations doctrinales des populationnistes (natalistes, familialistes, chrétiens, libres penseurs, etc.). Face à ce qu’ils voient comme une inertie de l’action publique, ces groupes de pression prônent des mesures éclectiques de coercition et de réparation, selon trois registres d’action étatique que l’historien qualifie de matérialiste, idéaliste et institutionnaliste.

À partir de l’entre-deux-guerres, l’aversion se fait haine de l’avortement devenu ennemi de la

nation. Phénomène passionnel qui atteint son sommet avec la « période noire » 1938-1947 et sa spirale répressive, « une expérience limite à valeur paradigmatique » (p. 295). La troisième partie souligne ainsi comment, mené par l'Alliance nationale contre la dépopulation – et son fer de lance Fernand Boverat, à propos duquel on peut ici apprécier l'analyse des déterminants de l'engagement –, le camp anti-avortement profite de l'affermissement du pouvoir exécutif comme du bouleversement des mécanismes judiciaires et parlementaires pour procéder à une surenchère punitive *via* une rationalisation de la lutte. En plus des dispositifs dédiés à la traque des avorteurs (brigades spéciales, méthodes policières telles la « technique de l'appât » et la perquisition des registres hospitaliers), une thèse forte de l'auteur concerne le concours des populations au système répressif et le « nouveau type de relations » qui les lient aux autorités policières et judiciaires (p. 265). En croisant les échelles d'analyse, il offre un argumentaire très fin sur la manière dont le cadre normatif national tire parti du contrôle social traditionnel au sein des microcosmes communautaires et, dialectiquement, comment des individus se saisissent, pour des mobiles divers, d'une délation peu coûteuse.

La dernière partie s'attelle à une période négligée par l'histoire, qui court de 1945 à l'émergence de Maternité heureuse. Alors que l'enjeu démographique se tasse et que les élus se désintéressent quelque peu de la question, les entrepreneurs de lutte, réunis en 1946 au sein d'une commission interministérielle chargée de combattre l'avortement, substituent au volet répressif, nettement affecté, un cadrage moral qui se fonde sur les pôles santé publique et éducation. Après une passionnante réflexion sur la première vraie enquête statistique sur l'avortement, qui questionne l'équilibre entre convictions politiques et scientifiques de Jean Sutter (médecin, démographe, membre de ladite commission), l'auteur s'arrête dans le dernier chapitre sur un support éducatif pour le moins singulier, le film de fiction *Le vrai coupable* (1951). Belle surprise que l'analyse subtile du scénario, qui révèle la mission de redresseur moral et pédagogue confiée aux médecins, agents stratégiques des politiques renouvelées de la maternité et de gestion des populations : il faut alors cibler les subjectivités.

La richesse du livre de F. Cahen réside dans l'analyse transversale des mécanismes de répression comme de « résistance du fait abortif », permettant de mesurer l'écart entre les (projets de) réformes et le traitement effectif des affaires. Pour cela, il maintient tout du long son regard sur des acteurs clés de la prohibition à différents niveaux et leurs marges de manoeuvre respectives, qu'il s'agisse des réactions dans les hôpitaux (mesures ségrégatives, punitives, salvatrices), ou bien de l'esprit de mansuétude persistant des tribunaux à l'égard des avortées. De même qu'il n'omet pas de resituer la question dans le contexte international, à l'autre bout, l'historien prête attention à l'échelon local, exemples à l'appui, comme lorsqu'il analyse les « penchants missionnaires » des gendarmes. Le livre égraine quelques supports d'une entreprise morale de dissuasion, qui donnent d'ailleurs le sentiment d'une curieuse familiarité avec les stratégies contemporaines des antichoix (instrumentalisation des chiffres et d'images de fœtus, rapportés à « la destruction d'un stock d'êtres humains », p. 79).

Le seul regret que m'inspire cette lecture, mais qui est davantage un reproche collectif, est sa contribution à une histoire de l'avortement centrée sur les facteurs institutionnels, le point de vue des élites masculines. L'absence chronique (et ironique) des femmes, bien peu actrices dans cette historiographie, rappelle que, pour comprendre le fonctionnement de l'arsenal anti-avortement, il faut se préoccuper des phénomènes individuels et collectifs de résilience. F. Cahen amorce du reste une réflexion sur la façon dont les femmes échappaient aux tribunaux, donnant de savoureux indices sur les tactiques de camouflage des avorteuses. À n'en point douter, l'ouvrage est une contribution majeure à l'histoire du contrôle des corps féminins.